

CANCÚN : LE SUD SE REBIFFE

La mondialisation se poursuit au détriment des plus pauvres et ne concerne pas que les marchés officiels. Selon certains experts, le trafic des femmes et des enfants rapporterait plus aujourd'hui que ceux de la drogue et des armes. - Par Christophe Brunella

LA CINQUIÈME CONFÉRENCE de l'Organisation mondiale du commerce s'est déroulée du 10 au 14 septembre 2003 à Cancún au Mexique. Deux thèmes majeurs étaient à l'ordre du jour : les principes de Singapour et le marché agricole.

Les principes de Singapour portent sur la transparence des marchés publics, l'investissement, la concurrence, la facilitation des échanges commerciaux internationaux et visent à renforcer le libre-échange. **Le libre-échange repose sur l'idée que chaque pays, en se spécialisant sur la production pour laquelle il a un avantage (main-d'œuvre experte et moins chère, ressources naturelles plus abondantes, etc.), favorise sa croissance.** En exportant les produits que je fabrique j'obtiens des devises qui me permettent d'acheter ce que je ne produis pas. Or si un pays produit de l'arachide de manière intensive et que son voisin fait de même, le prix de l'arachide s'effondre. Il faut alors produire encore plus d'arachide pour obtenir plus de devises, etc. C'est sans fin et

l'histoire économique connaît depuis longtemps déjà les limites du libre-échange. Mais le libre-échange est la règle de l'OMC et, pour ce faire, suppression des barrières douanières, subventions et déréglementation des marchés sont de mises. À Cancún, les pays pauvres dont l'Inde, la Malaisie et les PMA (Pays les moins avancés soit 34 pays africains, 9 asiatiques, 5 du Pacifique et Haïti pour les Caraïbes) ont refusé d'inscrire les principes de Singapour au programme du cycle en cours..

Le marché agricole est l'éternel sujet sensible des négociations internationales. Cette fois, le groupe des 21, conduit par le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, a exigé que les pays du Nord cessent leurs sub-

ventions à l'agriculture — 1 milliard de dollars par jour — qui déstabilisent les agriculteurs du Sud. Les Européens se sont dits prêts à supprimer les subventions dont il serait démontré qu'elles nuisent véritablement aux agricultures des pays pauvres, mais sans s'engager sur une date. Or les Etats-Unis, protégeant les intérêts de leurs puissants producteurs, ont refusé d'abandonner les subventions à l'agriculture cotonnière. Les pays du Sud ont refusé

EN FAISANT ÉCHOUER LES
NÉGOCIATIONS DE L'OMC
À CANCÚN, LE SUD A FAIT
ENTENDRE SA VOIX.
A-T-IL ÉTÉ ÉCOUTÉ ?

cette situation. Cancún avait échoué. Alors que le libre-échange s'impose dans le discours comme la seule règle entre toutes, la pratique des pays du Nord est toute différente. Et lorsque les pays du Sud exigent que ceux du Nord se plient aux règles qu'ils imposent, le refus est clair et net. **Libre-échange ? Oui, mais surtout s'il maintient les relations de dépendance internationale en l'état et que cela profite au Nord.** Au mois d'octobre, Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, résumait bien la situation : *« L'échec, le mois dernier, des négociations commerciales à Cancún est le dernier, mais nullement le seul, exemple démontrant que les priorités des pays en développement peuvent être méprisées lorsque*

les gouvernements des pays du Nord ont de puissants groupes de pression producteurs qu'il faut tranquilliser. »

Ce mépris et la dépendance dans laquelle il maintient les pays du Sud participent de l'appauvrissement de ces pays et ne fait que l'accroître. **Une situation qui favorise l'immigration clandestine, la prostitution et laisse la porte ouverte au trafic d'êtres humains.** Selon les Nations unies, il concerne près de 4 millions de femmes et d'enfants par an. On sait aujourd'hui que si ce trafic ne concerne plus seulement la prostitution, cette dernière en est toujours le marché principal. Et ce marché mondial du sexe ne relève pas seulement du trafic, le « tourisme sexuel » en est le pendant. D'un côté on déplace des populations de l'Afrique ou de l'Est vers le Nord, de l'autre les « consommateurs » se déplacent vers les pays du Sud.

À Cancún, la victoire politique du Sud contre le Nord n'en demeure pas moins un échec

économique. En faisant échouer les négociations, les pays du Sud ont fait entendre leurs voix, mais le refus des pays du Nord démontre qu'ils n'ont pas été écoutés. Un échec qui menace le multilatéralisme, garant d'un certain équilibre du marché international. De fait, **les Etats-Unis qui se sont peu souciés des négociations à Cancún poursuivent la mise en place de relations bilatérales** et personne n'a à y gagner. Tant que des règles internationales claires ne permettront pas le développement de tous, l'essor d'un commerce international fondé sur la coopération et non la seule concurrence, un libre-échange hypocrite continuera de s'étendre au détriment des plus pauvres...

action

chiffre

opinion

CONTRE TOUTES LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Prostitution, pornographie, violence conjugale, mères condamnées pour avoir accusé des pères d'inceste, étrangères en situation précaire... Le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF) a mis en relief en novembre 2003 « toutes les violences » faites aux femmes.

Fait nouveau, à l'occasion d'une journée internationale pour l'élimination de la violence envers les femmes, les féministes ont bénéficié du soutien des hommes. Une trentaine d'hommes célèbres de la presse, de la chanson, du droit ou de la publicité, ont lancé une charte-pétition « contre les violences faites aux femmes » et se sont engagés à « veiller au quotidien » à leurs actes et propos, ainsi qu'à ceux de leur entourage.

Selon la porte-parole du collectif Suzy Rojzman,

« Il y a des progrès. Il existe un arsenal législatif, des prises de conscience, des associations de solidarité et d'accueil (...) Mais il y a toujours des difficultés. Seuls 8% des femmes victimes de viols portent plainte. Seul un viol sur cinq est sanctionné », a-t-elle précisé. La porte-parole a aussi dénoncé « les pubs sexistes », « ces corps de femmes dégradés qui peuvent être une incitation aux viols », et « le harcèlement sexuel, souvent considéré en France comme une forme de séduction. Or les femmes ne confondent pas l'un et l'autre ».

À l'occasion de cette journée, plusieurs élues ont lancé l'association « Élu(e)s contre les violences faites aux femmes » (ECVF), pour fédérer les efforts dans ce domaine.

En France, 3,7 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Entre 80 000 et 100 000 enfants vivent à la rue avec leurs parents.

[selon ATD Quart Monde, Médecins du monde et le Conseil économique et social]

LA DÉFENSE DES ENFANTS ET L'EXCLUSION, PREMIÈRES GRANDES CAUSES À AIDER

Les deux grandes causes à aider en priorité sont « la défense des droits de l'enfant » et « la lutte contre l'exclusion et la pauvreté en France », citées chacune par 46% des personnes interrogées, selon un sondage BYA pour le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), « La Croix » et « France Info ».

Selon ce même sondage, au niveau international, pour 51% des Français, la principale cause de la faim dans le monde est le « système actuel de répartition des richesses au niveau mondial ». 38% imputent cette situation à « la mauvaise gestion des gouvernements des pays pauvres » et 9% aux « conditions naturelles défavorables dans certaines régions du monde ». Pour lutter efficace-

ment contre la faim, 88% estiment qu'il faut « soutenir des projets agricoles locaux ». 10% penchent pour l'aide alimentaire directe. 86% des Français interrogés se disent favorables au principe du commerce équitable (payer plus cher un produit importé à condition d'être assuré que le producteur local est payé correctement).

Enfin, interrogés sur les acteurs de la lutte contre la faim, ils mettent en tête de leur confiance l'ONU (69%), devant l'Union européenne (61%), les ONG (57%), le gouvernement français (52%) et les mouvements altermondialistes (42%). Les États-Unis ne recueillent que 13% des réponses.

Ce sondage a été réalisé par téléphone du 3 au 4 octobre auprès d'un échantillon de 953 personnes, représentatif de la population majeure (méthode des quotas).